

## ÉVÉNEMENT

# Le Grand Paris, vitrine de la réforme territoriale? \_P. 10

## P. 10 Grand Paris Vitrine ou épouvantail de la réforme territoriale?



## ■ ACTUALITÉ

### L'ÉVÉNEMENT

**Grand Paris.** Vitrine ou épouvantail de la réforme territoriale? ..... p. 10

# GRAND PARIS

## Vitrine ou épouvantail de la réforme territoriale?

«**P**aris devrait être une vitrine de l'évolution institutionnelle.» Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé de l'Outremer et maire (UMP) de Montereau-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), met les pieds dans le plat. Partisan d'une région Ile-de-France gérée par l'ensemble des actuels conseillers généraux, il entend transformer la «région capitale» en poste avancé de la réforme territoriale. Son idée suscite un tir de barrage, bien au-delà de la Francilienne (1).

«**Détricotage**». «Concept technocratique», grince Michel Destot, président de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF) et député maire (PS) de Grenoble. «Personne n'est dupe. Le

- **Départements et régions s'inquiètent des effets du débat francilien sur leur collectivité.**
- **Les intercommunalités plaident pour une loi spécifique à la région capitale.**

Grand Paris participe d'une entreprise de détricotage de nos collectivités, fulmine Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président (PS) du conseil général des Côtes-d'Armor. Nous ne pouvons pas nous en désintéresser.» D'autant que le comité pour la réforme des collectivités locales, présidé par Edouard Balladur, planche sur le sujet...

L'ADF ne masque pas non plus ses réserves face à la proposition (2) du sénateur maire (UMP) des Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-

Denis), Philippe Dallier, de supprimer les quatre conseils généraux de Paris et de la petite couronne. L'association y discerne, après le rapport «Attali» du 23 janvier 2008, une nouvelle offensive contre les départements. Ce qui n'interdit pas Jacques Attali de protester: «Le Sénat a inventé l'idée du Grand Paris pour que rien ne change en matière de répartition des compétences entre les niveaux de collectivités.»

Le sénateur maire (PS) de Lyon, Gérard Collomb, se charge de recadrer le débat: «Il serait dramatique pour le développement du pays qu'il n'y ait pas de dialogue constructif entre la région, ses grands élus et l'Etat.» L'influence de la «ville monde» sur l'ensemble du territoire n'est plus à démontrer. Elle se déploie aussi dans la galaxie des collectivités.

**Livre noir sous influence.** «Certains rapports ont souvent exprimé des reproches, justifiés par une vision exclusivement francilienne», regrette Daniel Delaveau, président (PS) de Rennes métropole et de l'Assemblée des communautés de France (ADCF). «Le livre noir de l'intercommunalité» d'octobre 2005 émane, en effet, de Patrick Beaudouin et Philippe Pemezec,

maires (UMP) de Saint-Mandé (Val-de-Marne) et du Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). «L'application de la loi du 12 juillet 1999 [3] a montré ses carences pour garantir une structuration optimale de l'intercommunalité dans le cœur de l'Ile-de-France», admet l'ADCF dans son livre blanc, «Pour "un agenda 2015" de l'intercommunalité». Aussi, la seule association nationale d'élus à avoir organisé – lors de sa convention d'octobre 2007 – un débat sur le Grand Paris, défend-elle «des évolutions législatives spécifiques à cette région plutôt que des modifications du droit commun sur l'intercommunalité».

**Schéma de développement.** «La région parisienne, à mes yeux, requiert d'autres solutions que l'intercommunalité: soit une communauté urbaine rassemblant les quatre départements de la petite couronne, soit tout simplement la région Ile-de-France», suggère l'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. «Il existe une nécessité d'intégrer, en termes d'intercommunalité, toute une série de communes, jauge Michel Destot. Je suis assez proche du point de vue de Bertrand Delanoë, mais c'est aux élus d'agir à leur rythme et selon leur schéma de développement.» Les édiles se gardent, le plus souvent, de trop s'exprimer sur le volet «gouvernance» du Grand Paris. Ainsi, Claudy Lebreton propose simplement «une révision de la carte territoriale en fonction des spécificités

### TÉMOIGNAGE

Alain Rousset, président de l'Association des régions de France (ARF), député (PS) et président du conseil régional d'Aquitaine

## «Cette affaire ne sert qu'à jeter le trouble entre les uns et les autres»



«Je ne mets pas en cause la qualité de Christian Blanc [secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale, ndlr], qui a toujours été, par exemple, hostile au système centralisé de gestion des pôles de compétitivité. Mais le gouvernement ne peut pas nommer ainsi un proconsul. Cette affaire altère le débat sur la décentralisation. Le gouvernement s'est, avant tout, trouvé une cible politique: la majorité de

gauche à la région. La suppression du département, envisagée par certains dans cet espace, ne sert qu'à jeter le trouble entre les uns et les autres, plutôt que de clarifier les compétences. Or, le vrai problème, c'est la faiblesse des moyens et de l'autorité des régions, même si l'Ile-de-France bénéficie d'un schéma prescriptif. Partout en Europe, les Etats se décentralisent, y compris dans leur ville centre.»



### Des idées arrêtées

« On peut parfaitement concevoir que sur le même territoire, c'est-à-dire les quatre départements [Paris et la petite couronne, ndlr], il y ait à la fois une communauté urbaine et un département », avance Edouard Balladur. Pour l'ancien Premier ministre, point de doute, l'Ile-de-France « appelle des solutions spécifiques ».

## Les métropoles ont la cote

Nicolas Sarkozy n'est pas pour rien le premier président « 100% urbain » de la V<sup>e</sup> République. « Nous avons beaucoup de départements et de communes, beaucoup de régions, trop peu d'agglomérations. » Après cette déclaration au congrès de l'Association des maires de France (AMF), le 27 novembre, l'ancien homme fort des Hauts-de-Seine a plaidé, lors de ses vœux devant les parlementaires, le 7 janvier, en faveur d'un « vrai statut des agglomérations ». Le comité « Balladur » se situe sur la même longueur d'ondes, évoquant dans sa note d'étape (lire p. 18) l'émergence de « 25 métropoles au lieu des 14 communautés urbaines actuelles ». Les villes y comptent bien des avocats, à commencer par le président de l'instance, ancien député (UMP) et conseiller de Paris; Pierre Mauroy, président (PS) de Lille métropole jusqu'en mars dernier ou Dominique Perben, député (UMP) du Rhône.

**Un acte II manqué.** Selon ce dernier, « la structure communale est, dans les agglomérations, à la fois trop grande pour prendre en compte les quartiers et trop étroite pour appréhender le phénomène métropolitain ». Dans son rapport (\*), l'ex-ministre des Transports prêche pour une fusion des départements et des régions, dans les « zones métropolitaines les plus urbanisées ».

« La communauté urbaine de Lyon pourrait regrouper à l'avenir 150 communes [tendant vers Saint-Etienne et Grenoble, par exemple] afin de concurrencer Barcelone, Milan ou Turin », recommande-t-il. « Une fragilité a été de ne pas trouver une place aux agglomérations, notamment dans la Constitution », reconnaît l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, à propos de l'acte II de la décentralisation (2002-2004). Le président (UMP) du Sénat, Gérard Larcher, formule le même diagnostic.

**Piste « PLM ».** Au sein du comité « Balladur », Dominique Perben promeut l'élection au suffrage universel direct des présidents d'intercommunalité de plus de 500 000 habitants. Une orientation écartée par Nicolas Sarkozy, au motif qu'elle signe « la mort des maires ». Le comité envisage cependant un changement de braquet des intercommunalités dans les agglomérations importantes, les communes ayant vocation à être reléguées au statut des mairies d'arrondissement de Paris, Lyon et Marseille. Une mini-révolution que Michel Destot, président (PS) de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), approuve implicitement, via son concept de « collectivité urbaine unique ».

(\*) « Métropoles d'avenir en France », rapport de Dominique Perben, remis au président de la République le 5 février 2008.

de chacun ». Pierre Mauroy, membre du comité « Balladur », n'a pas ces pudeurs. L'ancien Premier ministre juge la situation « atroce » : « Ce sont des fiefs de gauche et de droite que l'on a organisés comme tels. Une entité parisienne pourrait très bien réunir Paris et les départements de la petite couronne, avance le sénateur (PS) du Nord. Elle serait à la fois, ville, département et métropole. La région pourrait rassembler la douzaine de puissants syndicats intercommunaux de l'Ile-de-France. »

**Droit à la différence.** Edouard Balladur suggère une loi particulière à l'Ile-de-France. Le président du Grand Lyon, Gérard Collomb, entend pousser les feux du droit à la différence plus loin : « Au-delà du Grand Paris, il faut organiser la progression d'un certain nombre de grandes agglomérations françaises, sous peine de mourir ensemble. »

Jean-Baptiste Forray

(1) Ensemble des routes entourant la grande couronne.

(2) « Le Grand Paris : un vrai projet pour un enjeu capital ». Rapport d'information n°262 rendu au nom de l'observatoire de la décentralisation du Sénat le 8 avril 2008.

(3) Loi n°99-586 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.